

Jean-François SOULET
(Université de Toulouse-Le Mirail,
Groupe de Recherche en Histoire Immédiate)

**MEMOIRES ET LIEUX DE MEMOIRE
DU COMMUNISME
EN POLOGNE ET DANS LES PAYS BALTES
BREVES NOTATIONS**

Depuis la chute du Mur de Berlin et la désagrégation de l'Union soviétique, les Français manifestent peu d'intérêt pour le défunt système communiste soviétique. Certes, l'édition française du *Livre Noir du Communisme* a dépassé les 200 000 exemplaires, mais la plupart des ouvrages sur les méfaits du Stalinisme ou du Brejnevisme demeurent sur les tables des librairies. Deux facteurs majeurs peuvent expliquer ce comportement. La « passion », d'abord, que les Français auraient vouée et voueraient toujours au communisme, qui les empêcherait de le remettre vraiment en question, ne serait-ce que par un regard critique sur l'ex-URSS. En France, le communisme, selon Marc Lazar, serait «condamné comme projet politique, mais salué pour son action antérieure, la pureté de ses intentions et son ambition prométhéenne... »¹ Un second facteur accentuerait cette spécificité française : la polarisation sur le nazisme, seul système totalement et presque unanimement condamné par l'opinion. « C'est, explique Alain Besançon, un trait de la mauvaise conscience occidentale, depuis des siècles, que le foyer du mal absolu doit se trouver dans son sein. L'opinion a varié sur cette localisation. Le mal a été parfois situé dans l'Afrique du Sud de *l'apartheid*, dans l'Amérique de la guerre du Vietnam. Mais il est toujours resté centré sur l'Allemagne nazie.

¹ Marc Lazar, *Le communisme, une passion française*, Perrin, 2002, 245 p., p. 213.

Russie, Corée, Chine, Cuba étaient senties comme extérieures, ou poussées vers l'extérieur dans la mesure où l'on préférait détourner les yeux. Le vague remords qui accompagnait cet abandon était compensé par une vigilance, une concentration farouche de l'attention sur tout ce qui était entré en relation avec le nazisme, sur Vichy en premier lieu, ou, aujourd'hui, sur ces idées perverses qui suppurent dans certains noyaux des extrêmes droites européennes »².

On peut comprendre l'existence de réactions sensiblement différentes dans les pays où le communisme n'a pas été, comme en France, un simple idéal mobilisateur pour les plus défavorisés, mais la base doctrinale d'un système totalitaire durant plusieurs décennies, voire trois quarts de siècle. Les deux facteurs cités plus haut à propos de la France –la « passion » pour le communisme et la marginalisation de celui-ci par le nazisme dans l'échelle des condamnations- ne semblent pas jouer de manière décisive pour les Etats de l'ancien « empire stalinien ». Certes, l'enthousiasme pour l'idée communiste a pu être réel au moment de la prise du pouvoir, notamment dans certains pays –comme la Tchécoslovaquie- ou au sein de certaines catégories (jeunesse, intellectuels, ouvriers) mais il devait fondre comme neige au soleil au fur et à mesure des impérities des régimes et, surtout, de la terreur qu'ils instaurèrent tous à un moment ou à un autre. De sorte que, dans cette espèce de concurrence des souvenirs à laquelle se livre la mémoire collective, ceux de la période communiste ne se trouvent ni affaiblis, ni encore moins occultés, par les effroyables ravages perpétrés auparavant dans ces mêmes pays par le nazisme et le fascisme. Tel est en tout cas notre sentiment pour les populations baltes et polonaise. La seule visite de quelques musées à Gdansk, Riga, Tallinn et Vilnius nous a convaincu que dans le domaine des représentations des horreurs vécues par ces nations, communisme et nazisme étaient également présents.

Si donc le contexte et les mentalités en France et dans ces ex-pays soviétiques sont bien différents, les processus de mémoire semblent, en revanche, obéir aux mêmes règles. Nous écrivons « semblent », car nos observations sont, pour l'instant, partielles, lacunaires et reposent sur de brefs séjours effectués en Pologne et dans les trois Pays Baltes. Dans ces pays, pas plus qu'en France, il serait puéril d'envisager une mémoire unique et homogène du

² Alain Besançon, « Mémoire et oubli du communisme », *Commentaire*, 1997, pp. 789-793.

communisme. Chaque individu, chaque groupe, chaque génération possède, à l'évidence ses représentations propres. Mais seuls des analyses approfondies de la presse et des sondages précis permettraient de cerner cette diversité des points de vue.

En se limitant à la visite de musées et de lieux liés au communisme, à la consultation de quelques manuels scolaires, et à des conversations privées, on se bornera ici à envisager la coexistence de trois grands types de mémoire.

MÉMOIRE COMMUNE...MÉMOIRE CACHÉE

De la mémoire collective des populations de ces pays, nous ne percevons que des expressions indirectes et générales. L'ampleur des manifestations populaires en Pologne dès 1980 –avec la création de *Solidarnosc*– et dans les Pays baltes, à compter de 1988, exprime sans ambages une hostilité massive à l'emprise soviétique. Mais il serait aventureux d'extrapoler à partir de ce constat et d'en conclure un rejet global du communisme, voire du socialisme. Selon un sondage effectué en Pologne en 1994, presque 40% des personnes interrogées estimaient positivement le gouvernement de l'ancien Parti communiste ; et, en mai 1998, 42% des Polonais sollicités soutenaient qu'il faisait « meilleur vivre » sous le régime communiste que dans la période actuelle³. En Lituanie, le succès du Parti démocratique du Travail (ex-communiste) –qui remporte, en 1992, 73 des 141 sièges du Parlement– et celui d'Algirdas Brazauskas, ancien Premier secrétaire du PC, à l'élection présidentielle, tout comme, en 1995, en Pologne, la victoire d'Aleksander Kwasniewski, ancien ministre de la période communiste, à l'élection présidentielle, constituent autant de mises en garde contre une interprétation manichéenne du passé communiste. Ces votes et ces choix démontrent que la mémoire collective, bien entendu, n'est pas forcément homogène ou unanime. A l'image des catégories socio-culturelles dont elle est l'émanation, elle croise des courants autonomes bien différenciés. Si, par exemple, la jeune génération porte un œil très critique sur la période communiste, les générations anciennes, particulièrement touchées par la transition post-communiste, comme les agriculteurs, ont, en réaction, un

³ Leszek Kuk, *La Pologne du post-communisme à l'anti-communisme*, Collection Le Monde en transition, L'Harmattan, 2001, 358 p., p. 185.

jugement beaucoup plus positif sur le passé. On observe, par ailleurs, une forte instabilité de la mémoire collective. Celle-ci fluctue au gré de la conjoncture et du temps. Si les Polonais étaient 40%, en 1994, à apprécier positivement l'ex-gouvernement communiste, ils n'étaient plus que 27% en février 1997. A l'évidence, la mémoire est fortement soumise aux propagandes diffusées par les lobbies anti ou pro-communistes. Ces derniers, après une période de peur et de silence, ont su habilement « rafraîchir », à leur manière, la mémoire du communisme. « On pourrait avancer l'hypothèse, notent avec justesse G.Mink et J-C Szurek, que le legs et la force du communisme, c'est que, une fois disparu, il a réussi à faire admettre qu'il avait été un vecteur de progrès, une entreprise qui avait su industrialiser et urbaniser des pays agricoles peu développés et que, fonctionnant désormais dans les conditions des règles démocratiques, il demeurait le parti social par excellence... »⁴

Ces phénomènes complexes d'oubli et de recomposition tendent, en définitive, à créer des comportements ambivalents difficiles à interpréter. L'observateur extérieur a souvent le sentiment d'une opinion publique apparemment indifférente, alors qu'elle est peut-être, en fait, partagée et perplexe. Cela pourrait expliquer l'absence de curiosité pour l'ancien régime communiste. A Tallinn, capitale de l'Estonie, comme à Torun, petite ville universitaire du Nord de la Pologne, les librairies ne regorgent vraiment pas d'études sur l'ancien régime, en particulier sur le système socio-politique qui était alors en vigueur. Par contre, abondent des ouvrages récents sur trois grands domaines : la période immédiatement postérieure à la Première guerre mondiale (guerre russo-polonaise de 1919-1920 ; première indépendance des Pays Baltes) ; la situation des Polonais en Union Soviétique entre 1939 et 1945 ; la Seconde guerre mondiale (occupations allemande et soviétique)⁵. Quelques librairies, très spécialisées (comme celle du *Centre d'Etudes du Génocide et de la Résistance de la population lituanienne* à Vilnius) offrent sur ces sujets – surtout le dernier – un large choix de publications, rééditions (souvent d'œuvres interdites à l'époque communiste) et traductions.

⁴ Georges Mink et Jean-Charles Szurek, *La grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Collection L'épreuve des faits, Seuil, 1999, 324p., p.162.

⁵ L. Kuk, « La Russie dans la mémoire historique polonaise après 1989 », [dans:] *Les enjeux de l'histoire en Europe centrale*, sous la dir de. Ducreux M.-E., Marès A., Paris, L'Harmattan 2002, s. 121-146.

LA MÉMOIRE OFFICIELLE : UNE « DÉCOMMUNISATION » TARDIVE

Moins complexe et moins différenciée que la mémoire collective, la mémoire officielle du communisme est moins difficile à cerner, dans la mesure où, induite par les pouvoirs publics, elle s'exprime par des mesures concrètes. Elle peut toutefois obéir, elle aussi, à des fluctuations marquées, apparaissant au gré des majorités politiques, tantôt plutôt consensuelle, tantôt nettement plus militante. A cet égard, la Pologne fournit un bon exemple. Séjournant dans ce pays au printemps 1991, nous y avons été frappé par l'atmosphère relativement sereine du pays : il était évident que des actions d'épuration n'étaient pas à l'ordre du jour, et que l'on se préoccupait davantage de la reconstruction de l'économie par le concours de tous. Le gouvernement Mazowiecki, dès 1990, avait annoncé son souhait de « tirer un gros trait » sur le passé. Sept ans plus tard, en 1997, après la victoire de la coalition conservatrice (AWS-UW), l'état d'esprit est tout différent. C'est, alors, que le gouvernement décide de créer un *Institut de la Mémoire Nationale*, et un Tribunal spécial chargé d'initier la « lustration », c'est-à-dire l'épuration.

Avant d'examiner plus en détail les mesures législatives et judiciaires de « décommunisation », il convient de signaler un certain nombre d'actions apparemment mineures mais qui, en fait, ont pu avoir un certain écho dans les esprits. Par exemple, les changements des noms de rue auxquels procèdent les municipalités au lendemain de l'écroulement du régime communiste. En Estonie, comme dans bien d'autres pays, le boulevard Lénine de Tallinn devient le boulevard Rävala, le boulevard Marx, le boulevard Sole... Les noms de rues célébrant les communistes estoniens sont également changés (Kreuksi devient Kentmani, Tombi devient Vimsi...) et retrouvent souvent les appellations d'avant les années quarante. En Pologne, observe l'historien L. Kuk⁶, « il n'y a plus de places ou de rues portant les noms par exemple des « défenseurs de Stalingrad », de « l'Armée

⁶ L. Kuk, « La Russie dans la mémoire historique polonaise... », *op.cit.*

Rouge », des maréchaux soviétiques qui dans la guerre ont commandé les troupes en Pologne ; il n'y a également plus de noms mémorisant les dates de libération des villes polonaises sous l'occupation allemande etc. Les cimetières militaires soviétiques sont laissés parfois à l'abandon, les monuments commémoratifs souvent tombent en ruine »

Les manuels d'histoire connaissent aussi un total *aggiornamento*. Ainsi, tel nouveau manuel lituanien conçu pour l'enseignement primaire (classe 5)⁷, balaie l'ensemble de l'histoire du pays, de la préhistoire à nos jours, mettant en relief tous ses moments forts et ses élites les plus prestigieuses (écrivains, artistes, sportifs...). L'avant-dernier chapitre (17 pages, soit 13,3% de l'ensemble) rappelle les occupations : celles de l'URSS et de l'Allemagne nazie, de 1939 à 1987. Le dernier chapitre (13 pages – 10,2%) retrace la marche vers la seconde indépendance, couvrant la période de 1988 à 1991. Il est illustré par de nombreuses photos montrant les meetings, les manifestations, les actions du mouvement *Sajudis* et la répression (avec des photos de manifestants ensanglantés, de barricades, de policiers et de chars menaçants...).

Dans les Pays Baltes et en Pologne, pas plus que dans les autres pays, les autorités de la période post-communiste ne se sont bornées à une refonte des manuels scolaires et au changement du nom des rues. A des dates et selon des modalités différentes, elles se sont efforcées de diminuer le poids des communistes dans la vie politique et l'administration de leur Etat. L'originalité par rapport aux autres pays satellites -notamment la Tchécoslovaquie qui, dès octobre 1991, vota une loi dans ce sens- tient au caractère tardif des mesures de « lustration » visant à écarter les anciennes élites communistes des principaux emplois publics et mandats électifs. Dans les trois Etats Baltes, un biais fut tôt trouvé pour tenir à l'écart le personnel qui avait étroitement collaboré avec le pouvoir communiste. Ici, à la différence des anciens pays satellites est-européens, ce n'est pas l'engagement politique passé qui devait servir de critère de rejet, mais l'appartenance ethnique. Dès le 26 février 1992, en Estonie, une loi décida d'accorder automatiquement la citoyenneté à ceux qui la

⁷ Rimvydas Lauzikas, Giedrius Mackevicius, Karolis Mickevicius, *Kelias*, Briedis, 2000.

possédaient avant le 17 juin 1940 (intégration du pays à l'URSS⁸) et à leurs descendants. Pour être naturalisés, les autres habitants devaient avoir vécu depuis au moins deux ans (cinq ans, à partir d'avril 1995) en Estonie, avoir une bonne connaissance de la langue estonienne, n'avoir jamais travaillé pour le KGB, ni avoir été permanents d'armées étrangères. Cette loi devait exclure 500 000 des Non-Estoniens, en majorité d'origine russe. Dans la Lettonie voisine, une loi du même type, limitant l'accès à la citoyenneté des étrangers, en particulier russophones, fut prise en novembre 1993, suscitant réclamations et manifestations (mars 1998) de la part de ces derniers.

Les premières mesures de « lustration » furent tardivement votées en Pologne, au cours de la session parlementaire de 1997, et entrèrent en vigueur en 1999. Toutes les élites publiques (ministres, députés, juges et magistrats, directeurs des administrations...) se trouvaient désormais dans l'obligation de déclarer sur l'honneur si elles avaient ou non collaboré avec la police politique (SB) ou les renseignements militaires. L'aveu publié au Journal Officiel n'entraînait pas de sanction automatique, mais le mensonge était puni de dix ans d'exclusion de la fonction publique⁹. En Lituanie, il fallut attendre février 2000 pour qu'une loi obligea les personnes qui avaient secrètement collaboré avec les services spéciaux soviétiques à se déclarer et à répondre à un questionnaire.

La « décommunisation » initiée par un certain nombre d'équipes au pouvoir prit aussi, dans les quatre pays, un tour judiciaire, mais elle se limita à quelques procès, s'embourba souvent dans la procédure, et se traduisit par des verdicts contestés. Si Alfred Rubiks, Premier secrétaire du PC letton, fut arrêté et condamné en juillet 1995 à huit ans de prison, les procès du général Jaruzelski, qui avait piloté le Parti communiste polonais jusqu'en 1989, n'aboutirent à aucune sanction. Il fut blanchi, en 1996, de sa responsabilité dans la mise en état de siège du pays quinze ans plus tôt. Il en fut de même lors du second procès qui s'ouvrit en mai 2001 pour ordre donné – en tant que ministre de la Défense – de tirer sur les ouvriers de Gdansk et de Gdynia en 1970. De même, en l'absence de pièces à conviction, le procès des anciens policiers instigateurs d'une

⁸ Sur « la terreur rouge et la politique génocidaire », lire la synthèse récente en française Mart Laar « L'Estonie et le communisme » in Courtois Stéphane (sous la direction de), *Du passé faisons table rase !*, R. Laffont, 2002, pp. 229-312.

⁹ L. Kuk, *La Pologne du post-communisme à l'anti-communisme op.cit.*, pp. 175-195.

répression sanglante dans une mine de Silésie, aboutit à l'acquittement. A l'issue d'un autre procès, qui se déroula à Vilnius (Lituanie) en 1997, contre trois anciens membres du KGB, deux d'entre eux furent relâchés et le troisième ne fut condamné qu'à deux ans de prison. On peut donc parler, en Pologne comme dans les trois Pays Baltes, d'un échec presque total pour concilier « l'exigence de justice avec la complexité de la perspective rétroactive »¹⁰.

Rien ne résume mieux le fiasco des efforts de ces gouvernements baltes ou polonais pour créer une mémoire officielle du communisme, que la laborieuse mise en place de l'*Institut de la Mémoire Nationale* en Pologne. Le président Kwasniewski avait, dès octobre 1997, proposé la création d'« Archives des citoyens », mais la Droite avait refusé, optant en 1998 pour l'édification d'un *Institut de la Mémoire Nationale*, qui devait répondre à plusieurs nécessités : conserver les archives historiques (notamment les dossiers des personnes persécutées pendant la période communiste), promouvoir la recherche scientifique et pédagogique sur le passé, et faciliter la « lustration ». La création de cet *Institut* suscita bien des polémiques, notamment sur la nomination de ses dirigeants, sur les étranges lacunes des archives (disparition de certains documents « sensibles » des archives de Gdansk et de Varsovie) ainsi que sur le bien-fondé d'une tardive « chasse aux sorcières ».

LA MÉMOIRE DE LA RÉSISTANCE

Le refus, ou l'inefficacité, de certains gouvernements à susciter une représentation négative, ou simplement critique, de la période communiste a eu pour effet d'encourager les initiatives privées. En Pologne et dans les trois Etats Baltes, des personnalités et des associations qui ont, autrefois, milité contre le communisme, se sont, dès lors, employées à construire, par toutes sortes d'initiatives, ce que l'on pourrait appeler une « mémoire de la Résistance ».

La télévision –notamment lors des périodes où la droite est au pouvoir- a constitué l'un des moyens privilégiés pour diffuser débats, documentaires ou fictions défavorables à l'ancien régime. En Pologne,

¹⁰ G. Mink et J-C Szurek, *op.cit.*, p. 168.

« ces dernières années, note L.Kuk¹¹, la télévision publique est devenue très vite le domaine des combattants de l'ancienne opposition anti-communiste, avant tout de ses secteurs radicaux. La télévision semble se charger de la rude tâche de détruire l'héritage de l'époque communiste dans tous les domaines, la mémoire historique y comprise. La méthode adoptée a été des plus simples. Tous les aspects et les éléments du passé récent, ignorés, sous-estimés ou rejetés dans l'éducation historique de la société surveillée par le pouvoir communiste, se sont transformés, d'un jour à l'autre, en des éléments respectables, dignes d'être propagés et suivis ».

En vue de pérenniser le souvenir de la résistance au régime communiste ont été érigés des monuments –de toutes sortes et de tout calibre-: A Gdansk, édifiées dès 1981 devant les chantiers navals, *de très hautes croix* surmontées d'ancres marines et une grande stèle dédiée aux victimes de la répression des émeutes de 1970-1971 sur laquelle sont gravés tous les noms des ouvriers qui ont alors trouvé la mort. Sur une place de Kaunas (Lituanie), *une discrète plaque* insérée dans des dalles de marbre, à l'endroit où s'est immolé le 14 mai 1972, le jeune Romas Kalanta (19 ans) pour protester contre l'occupation de son pays par l'Union soviétique. Dans cette même ville de Kaunas, près de la cathédrale, *un portrait en pied sculpté* du cardinal Vincentas Sladkevicius, grande figure de l'« Eglise du silence » en Lituanie. À Vilnius, au grand cimetière, *un très vaste « carré » spécial* consacré aux 17 personnes tuées « pour l'indépendance de la Lituanie » au cours des affrontements de janvier et juillet 1991. A Tallinn (Estonie), *une double plaque* rectangulaire apposée sur la façade de la Maison Stenbocki, sur laquelle on peut lire les noms des élites estoniennes victimes de la terreur communiste...

D'autres initiatives, en très grande partie privées, vont bien au-delà de l'érection de telles stèles commémoratives et ont donné naissance à des expositions permanentes et à des musées, rassemblant objets et photos qui veulent témoigner, à la fois, de la dureté du pouvoir communiste et de l'héroïsme de la société civile. Sans prétendre à l'exhaustivité, et au hasard des visites, nous évoquerons quatre de ces établissements : deux situés à Riga (Lettonie) –le *Musée de l'Occupation* et le *Musée des Barricades*, un troisième à Vilnius (Lituanie) –le *Musée des Victimes du Génocide*-; et un dernier à Gdansk (Pologne), le Musée de *Solidarnosc*.

¹¹ L. Kuk, « La Russie dans la mémoire historique polonaise... », *op.cit.*

Deux de ces musées ont été créés dès 1992-1993 (Musée de Vilnius et Musée de l'Occupation à Riga), alors que le *Musée des Barricades* (Riga) n'a été inauguré qu'en août 1998. Nous ignorons la date d'ouverture du Musée *Solidarnosc* de Gdansk, visité en mai 2001. Si l'on excepte le Musée des Barricades, à Riga, logé dans une maison particulière du centre ville, les trois autres structures occupent des lieux symboliques : à Gdansk, le bâtiment des chantiers navals où furent signés les Accords d'août 1980 ; à Vilnius, l'ancien Palais de Justice de l'époque tsariste, successivement reconverti en siège du NKVD, de la Gestapo et du KGB ; à Riga, un immeuble de la période soviétique, érigé dans les années 1970 afin de commémorer le soutien de soldats lettoniens au Parti bolchevique en 1917-1920.

Tous ces musées sont gérés par des fondations privées : « Solidarité » à Gdansk ; le *Comité balte américain de Cleveland*, à Vilnius ; la *Fondation des participants aux barricades de 1991* à Riga... Ces différentes associations privées ont comme sources de revenus essentielles, les dons (notamment de ressortissants baltes ou polonais vivant à l'étranger, -Etats-Unis, Canada...) ainsi que le montant des droits d'entrée dans les musées. Il arrive que les pouvoirs publics participent à certaines charges. Ainsi, à Riga, l'Etat a subventionné l'entretien du bâtiment du *Musée de l'Occupation*.

Des quatre musées, seul l'un d'entre eux à un objectif généraliste : le *Musée de l'Occupation* ; les trois autres ont choisi des thèmes très spécialisés : l'histoire du mouvement *Solidarnosc* (Gdansk), la reconstitution de la semaine dite des Barricades (Riga), la répression par les puissances occupantes (Vilnius). C'est par ce dernier que nous commencerons une brève description de ces hauts lieux de la mémoire résistante :

- L'idée-force du *Musée des Victimes du Génocide*, à Vilnius, est de montrer la continuité de la répression et de sa férocité entre les périodes soviétiques et la période nazie. Situé, comme nous l'avons dit, dans un lieu qui a abrité les services de police nazis et soviétiques, le Musée symbolise, par la seule histoire du bâtiment, l'enchaînement et la permanence de la terreur. Fortement impressionné par l'atmosphère lugubre des couloirs et des cellules, le visiteur ne prête guère attention à la chronologie des anciens maîtres des lieux. Que ces cellules glaciales, presque sans air, et aux murs suintant d'humidité, aient été gardées par des

geôliers soviétiques ou nazis, que les tortionnaires qui affamaient, torturaient et tuaient (dans une cellule spéciale dont les murs restent criblés de balles) aient été aux ordres de la Gestapo, du NKVD, ou du NKGB/MGB/KGB... devient ici très secondaire. Dans cet enfer, le visiteur n'a de pensées que pour les victimes, ces milliers de patriotes lettoniens pour qui ce bâtiment a été, au mieux, l'antichambre du Camp de concentration, et, le plus souvent, celle de la mort. Sur les murs des couloirs et dans des salles de garde sont affichés photos et documents qui permettent aux visiteurs de donner des visages et des chiffres à l'horreur. 456 000 personnes –soit le tiers de la population adulte de la Lettonie– ont été arrêtées, emprisonnées, déportées ou exécutées entre 1940 et 1958. Femmes et enfants représentaient les trois quarts de déportés de la période 1941-1953. Le nombre exact des victimes reste encore inconnu, les occupants s'étant efforcés d'effacer les traces comptables de leurs crimes, comme en témoignent – conservés ostensiblement dans une salle- des sacs de documents secrets du KGB passés par ses soins - avant de quitter les lieux- à la broyeuse.

- A **Gdansk (Pologne)**, l'Exposition permanente se propose de retracer « **Les chemins de la liberté** » empruntés par *Solidarnosc* pour mettre fin au régime communiste. Avant de pénétrer dans le bâtiment où est située l'exposition, le visiteur franchit deux portes symboliques : l'une qui marque la résistance des ouvriers des chantiers navals ; l'autre, le rejet de l'« utopie marxiste ». D'emblée, le régime communiste est flétri et ridiculisé. A son arrivée, en effet, dans la première salle d'exposition, le visiteur, interloqué, se retrouve dans un magasin d'alimentation des années soixante-dix : sur le comptoir, une vieille balance, une caisse enregistreuse désuète, dans le grand présentoir frigorifique, à peine un ou deux litres de lait, de minces morceaux de fromage... ; à l'arrière, sur les rayonnages, quelques bouteilles de limonade ou de soda... A l'évidence, cette reconstitution veut plonger le visiteur dans le contexte de pénurie qui était celui de la Pologne de cette époque. L'essentiel de l'exposition ne porte cependant pas sur la Pologne communiste, mais sur la naissance, le développement, les victoires du mouvement *Solidarnosc*. A l'intérieur de modestes stands, sont reconstitués les locaux

clandestins où les militants ronéotaient les tracts et les affiches. Dans des vitrines, sont exposés des matraques, des casques et des boucliers ayant appartenu à la police. La visite de l'exposition se termine dans le hall où ont été signés, en août 1980, les accords autorisant la création de *Solidarnosc*. Derrière l'immense table, une photo géante montre les signataires, et sous une vitrine, tel un joyau, brille l'imposant stylo avec lequel Lech Walesa a paraphé l'acte. Des films et des dia-positives peuvent être visionnés tout au long de la visite¹².

- A **Riga**, le *Musée des Barricades* n'est pas sans similitude avec l'esprit de celui de *Solidarnosc*. Certes, le cadre est plus banal (maison bourgeoise) et se prête infiniment moins à l'évocation d'actes de résistance que les grands halls des docks de Gdansk, même si le musée est situé en plein cœur historique de la ville, à deux pas de la cathédrale Ste-Marie, et dans le quartier même où se sont déroulées les manifestations de janvier 1991. Dans trois pièces d'un ancien appartement sont exposés des maquettes (représentant les positions des barricades le 20 janvier 1991 aux différents endroits de la ville), des plans, des barres de bois et de fer (du même type que celles utilisées pour les barricades), divers objets (mégaphone, lampes électriques, écharpe...) ayant servi ou appartenu aux manifestants. Un film est également montré aux visiteurs. Le discours de la guide attachée au musée, comme celui du responsable de la Fondation, insistent sur la diversité sociale des manifestants et, surtout, sur leur stratégie : « Il existe, nous précise le directeur, des points communs avec les événements de Hongrie en 1956 et de Tchécoslovaquie en 1968. Mais, il y a une différence fondamentale : à Riga, le mouvement est non-violent ; on ne veut pas se battre ; on veut seulement manifester la détermination de tout un peuple afin de décourager les forces qui cherchent à désamorcer l'élan national ».
- Un autre musée, également situé à **Riga**, à quelques centaines de mètres du Musée des Barricades, affiche, lui, des objectifs

¹² Dans les imposants projets en vue d'aménager les 73 hectares des anciens chantiers navals de Gdansk, il est prévu la création d'un centre administratif et culturel dans le secteur de la place Solidarité, qui accueillera notamment un musée, un centre de conférence et d'expositions (<http://www.gdansk.gda.pl>) (octobre 2001).

beaucoup plus ambitieux. Ce *Musée de l'Occupation de la Lettonie* s'intéresse, en effet, à l'ensemble de la période allant de 1940 à 1991, durant laquelle, rappelle-t-on d'emblée aux visiteurs, la Lettonie « a été occupée par deux pouvoirs totalitaires : deux fois par l'Union Soviétique, et une fois par le Nazisme allemand ». Durant ces 51 années, lit-on dans le très remarquable guide proposé aux visiteurs, « un tiers environ de la population périt ou fut exilée à la suite de la politique d'assassinat et de génocide, des opérations de guerre et du traitement inhumain au Goulag »¹³. Disposant d'un très vaste bâtiment, ayant fait appel aux techniques de présentation muséologiques les plus récentes, diversifiant le plus possible les supports documentaires (photos, journaux, dessins, films, objets, reconstitution de baraques du Goulag...), le Musée propose une évocation globale des différentes occupations. Une stricte chronologie rythme la visite : la première occupation soviétique (1940-1941) ; l'occupation par l'Allemagne nazie (1941-1945) ; la seconde occupation soviétique, subdivisée en quatre périodes : « la terreur stalinienne 1944-1953 », « le dégel et le national communisme en Lettonie 1953-1959 », « l'industrialisation et la colonisation du pays 1959-1985 », « vers la renaissance nationale et l'indépendance 1985-1991 ». Parmi les milliers de documents rassemblés, les plus bouleversants ont trait au Goulag soviétique. Rien n'a été négligé pour évoquer l'univers du pauvre « zek », du wagon de chemin de fer qui l'emportait, à la baraque qui l'attendait au Kazakstan ou en Sibérie. D'humbles objets de la vie quotidienne ont été collectés : le numéro matricule apposé sur le vêtement, le masque de tissu artisanalement confectionné pour se protéger de températures descendant jusqu'à moins 40°, le bol et la cuillère d'aluminium, les mines de crayon soigneusement conservées et cachées, les rares lettres et journaux passés en Occident... L'ombre des pauvres héros de *L'Archipel du Goulag* plane fortement sur l'exposition, surtout lorsque l'on se remémore les lignes que Soljénitsyne consacre à la déportation des populations baltes¹⁴.

¹³ *Latvijas okupācijas muzejs 1940-1991. Latvija zem Padomju Savienības un nacionālsociālistiskās Vācijas varas*, Rīga, 2002, 216 p.

¹⁴ A. Soljénitsyne, *L'archipel du Goulag*, Seuil, 1976, tome 3, pp. 317-323.

A eux seuls, ces quatre musées distillent un certain nombre d'idées-forces qui concourent à structurer la « mémoire de la Résistance ». L'une des plus nettes, martelée aussi bien à Riga qu'à Vilnius, est de mettre sur un pied d'égalité - en raison de leurs méfaits- communisme et nazisme. Les deux systèmes sont décrits comme appartenant à la même famille totalitaire, assoiffés de conquêtes, violant sans scrupules les droits des nations, et se comportant avec une égale sauvagerie en matière de répression. Dans les Pays Baltes, le message est particulièrement clair : les occupations et les exécutions ont été les mêmes à l'époque soviétique qu'à l'époque nazie. La seule variante a porté -comme à Vilnius- sur le changement du nom de l'organisation répressive (NKVD, Gestapo, MVD, KGB...) sur le même immeuble... Même amalgame en Pologne où « dans la vie politique (de ce pays) après 1989 et dans la nouvelle éducation historique de la société, on observe une forte tendance générale à mettre un signe d'équivalence entre le Reich d'Hitler et l'URSS de Staline, voire même l'Union Soviétique en bloc (1917-1991) »¹⁵

Un autre thème leitmotiv de ces expositions est celui du génocide. Alors qu'en France le mot est, dans les faits, exclusivement réservé à l'extermination des Juifs par les nazis, il retrouve son sens général dans ces musées de Riga et de Vilnius qui insistent sur la destruction méthodique des peuples baltes opérée tant par les nazis que par les Soviétiques. Le mot « génocide » est employé au singulier, comme pour bien souligner qu'il n'y a pas eu deux entreprises différentes de destruction, mais que nazis et Soviétiques ont poursuivi un but commun.

Il n'est pas sans intérêt, après la visite de ces quatre musées, de s'interroger sur les termes employés pour désigner les responsables des malheurs qui ont marqué l'histoire récente des quatre pays. L'« Allemagne nationale-socialiste » et « l'Union Soviétique » sont les plus couramment utilisés dans les Pays Baltes. En revanche, au Musée de Gdansk, on stigmatise le communisme et les communistes.

Nous soulignerons, enfin, un dernier trait de cette « mémoire des victimes » : la forte valorisation du rôle de la résistance face aux différents régimes d'occupation et de collaboration. Présenté surtout sous sa forme non violente, tel *Solidarnosc* en Pologne, ou le mouvement des Barricades, à Riga, le combat est décrit comme aussi

¹⁵ L. Kuk, « La Russie dans la mémoire historique polonaise... », *op.cit.*

inégal que celui de David et de Goliath, mais, comme dans la Bible, il est finalement gagné par le plus faible. Les mouvements de dissidence apparaissent ainsi comme des rouages majeurs dans la désagrégation du système soviétique. L'exposition de Gdansk rappelle clairement que « les chemins de la liberté » empruntés par Solidarnosc en août 1980 ont logiquement abouti en 1989 à la fin du régime communiste.

Si ces musées –fréquentés par les élèves des collèges et des lycées- participent notablement à la formation de la mémoire des populations, ils ne constituent pas les seules structures à se pencher sur l'histoire récente de ces pays. Des cérémonies commémoratives en rappellent régulièrement des épisodes, à l'occasion d'inauguration d'expositions, de noms de rues, de remises de décorations... En Pologne, une forme originale de commémoration a été mise au point ; elle consiste à réunir les acteurs d'un grand événement du passé et à confronter leurs points de vue. Deux importantes manifestations de ce type ont été organisées : l'une, près de Varsovie, à Jachranka, en novembre 1997 ; l'autre, aux Etats-Unis, à l'Université du Michigan, en avril 1999. La première avait pour objet de rassembler des acteurs et témoins de l'établissement de la loi martiale par le général Jaruzelski, le 13 décembre 1981 : responsables de l'ex-Union soviétique (dont le commandant en chef du Pacte de Varsovie et son chef d'Etat-major), les trois derniers secrétaires du Parti communiste polonais (dont le général Jaruzelski), des anciens de *Solidarnosc*, et des ex-conseillers de J.Carter et de R.Reagan. Le débat révéla surtout le désaccord entre les ex-Soviétiques et le général Jaruzelski. Ce dernier s'employa à repousser l'idée qu'il avait été « l'homme des Soviétiques », et qu'il ait pu envisager avec eux une intervention militaire. Selon lui, « l'état de guerre ne menait pas nulle part. C'était une hibernation dans l'attente de son transfert vers une autre époque, quand les changements seraient possibles »¹⁶. Autrement dit, 1981 préparait 1989, de la même manière que certains soutiennent, pour la France, que 1940 préparait 1944...

De la « table ronde commémorative » du Michigan, il ne sortit rien de neuf et de décisif. Mais, si ce type de manifestation se révèle décevant pour les historiens –en raison de la rareté des nouvelles informations- il dévoile bien, par contre, les mécanismes de reconstruction de l'histoire par les acteurs eux-mêmes. Le cas de

¹⁶ Cité par G.Mink et J-C Szurek, *op.cit.*, p. 198.

Jaruzelski est exemplaire. Par la publication de ses mémoires¹⁷, par de multiples interventions, par un dialogue ouvert avec des anciens de *Solidarnosc* –Adam Michnik surtout-, il est parvenu à redessiner totalement son image, et à l'imposer, en Pologne et dans le monde, à une partie de la Mémoire collective, sinon à l'Histoire. Il a su parfaitement tirer profit de la volonté consensuelle d'une majorité du peuple polonais, clairement exprimée dans les premières années après la chute du communisme, et se conférer le rôle –habile et méconnu- d'une sorte de « médiateur » ou de « passeur » qui aurait permis une transition entre l'ancien et le nouveau régime. Sa relative réussite confirme, si besoin en était, l'efficacité de l'intervention des acteurs dans l'élaboration de la mémoire, et rappelle, une fois de plus, à l'historien de l'immédiat, les mille pièges que recèle la nécessaire mais périlleuse collecte des témoignages.

¹⁷ Wojciech Jaruzelski, *Les chaînes et le refuge*, J-C Lattès, 1992, 400p.